

La République populaire de Chine (RPC) a toujours considéré que Taiwan faisait partie intégrante du territoire national. Le 2 janvier 2019, le président Xi Jinping, lors d'un discours au Palais du peuple, célébrant l'anniversaire du dégel des relations entre la Chine communiste et la République de Chine (Taiwan), rappelait une fois de plus la volonté d'en reprendre le contrôle. Trois points peuvent être retenus : personne ne peut empêcher la réunification des deux rives (du détroit de Taiwan large de 120 km) ; l'usage de la force n'est pas exclu et toutes les mesures nécessaires seront prises, notamment contre les ingérences extérieures et le très petit nombre de séparatistes ; les « forces extérieures » qui tenteraient d'interférer avec la réunification en subiraient les conséquences^[1].

Dans le livre blanc « China's National Defense in the New Era », publié en juillet 2019 par le bureau d'information du Conseil d'État, il est précisé que l'armée populaire de libération (APL) vaincra résolument quiconque tentera de séparer Taiwan de la Chine et qu'elle préservera l'unité nationale à tout prix. La question qui se pose dès lors n'est pas de savoir si la Chine reprendra le contrôle de Taiwan, mais quand et comment ?

Malgré ces menaces, c'est par la persuasion, la force de sa croissance et une pression continue dans la durée que la Chine comptait l'amener à résipiscence. Aujourd'hui, la pandémie de Covid19 a rebattu les cartes en frappant l'économie chinoise au point de remettre en cause la croissance et de générer une instabilité sociale redoutée sur son territoire. La recherche d'un support populaire de substitution en réunifiant par la force Taiwan pourrait alors être une tentation dangereuse.

Les Chinois, fiers de leur culture et facilement xénophobes, rappellent sans cesse les « traités illégaux » qui leur ont été imposés par les « barbares » venus de la mer, Britanniques, Français, Japonais, Américains, ainsi que par leur voisin russe. Cependant, et sans en faire ouvertement état, leurs gouvernants se souviennent aussi des très nombreuses révoltes qui ont marqué l'histoire du pays ; particulièrement destructrices au XIX^e siècle, elles sont responsables de dizaines de millions de morts. Ils savent qu'elles ont largement contribué à l'effondrement de la plus grande économie du monde en 1820, parachevé par un renfermement maoïste délétère. Les émeutes ouïgoures du Xinjiang, la contestation violente de Hong Kong et l'indépendance de Taiwan qui se perpétue ne sauraient être tolérées longtemps au risque de déstabiliser le régime.

L'ouverture au monde, entamée à partir de 1978 par Deng Xiaoping, a permis à la Chine de se développer par la mer, à l'abri des aléas géopolitiques des frontières terrestres. Cette activité a sorti de la pauvreté la majorité de ses habitants au prix d'inégalités dont la plus difficile à corriger est celle qui sépare les provinces côtières industrielles des provinces enclavées de l'intérieur. Faute d'y parvenir, les populations délaissées peuvent être tentées de renouer avec les errements du passé.

C'est pour répondre à cette attente croissante que Xi Jinping a lancé en 2013 le gigantesque projet de l'Initiative de la route et de la ceinture (IRC). Il s'agit de doper la croissance économique du pays en améliorant les échanges avec l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Le fait qu'aucune des routes maritimes de l'IRC ne concerne l'Amérique montre que la guerre commerciale, lancée en juillet 2018 par les États-Unis du président Donald Trump et qui succède au pivot du président Barack Obama, était déjà anticipée.

Sur le plan militaire, la RPC dispose de solides capacités en faveur d'une intervention armée. Séparée de Taiwan par le détroit du même nom qui n'a que 65 milles nautiques (MN) de largeur, elle dispose de forces, en particulier amphibies, très largement supérieures à celles de Taiwan.

Ses moyens navals et aériens capables de projeter des forces sur l'île et de s'opposer à une force d'intervention étrangère dans les mers de Chine sont impressionnants en nombre et en armement, même si le niveau d'entraînement des équipages et l'efficacité des armes sont mal connus.

Les trois aérodromes récemment construits sur des hauts-fonds au centre de la mer de Chine méridionale sont à présent pleinement opérationnels. Ils constituent autant de bases avancées.

La Chine est bien préparée à une guerre locale.

Cette évolution soigneusement planifiée est remise en question par la crise sanitaire planétaire de Covid19 dont les conséquences économiques sont désastreuses.

Ni l'objectif que s'était fixé le parti communiste, en 2012, de doubler le revenu par habitant

entre 2010 et 2020 ni l'engagement pris par le président Xi Jinping de mettre un terme, en 2020, à la grande pauvreté ne pourront être tenus, ce qui pourrait avoir des conséquences sur la stabilité sociale.

De plus, le mécontentement politique qui secoue Hong Kong invalide l'argument « un pays, deux systèmes » proposé comme solution politique à la réunification de Taiwan. Il éloigne encore la possibilité d'une intégration négociée.

Pour des raisons géopolitiques et commerciales, une intervention militaire se heurterait aux forces armées américaines qui, bien que les plus puissantes du monde, sont numériquement insuffisantes. L'US Navy qui, par sa seule présence, a pu mettre fin aux tentatives d'invasion de l'île à trois occasions (crises du détroit de Taiwan de 1954, de 1958 et de 1995) a diminué de moitié depuis la fin de la guerre froide. Ce sont pourtant ces forces, avec celles prépositionnées en nombre restreint au Japon, qui seraient d'abord sollicitées en raison de la distance du théâtre d'opérations aux principales bases américaines. La réalisation du programme de construction lancé par l'administration Trump pour porter l'ordre de bataille de 287 bâtiments de combat aujourd'hui à 355 n'aboutira qu'en 2030 au plus tôt.

En outre, au plus fort de la crise sanitaire, les flottes américaines et celles de leurs grands alliés sont confrontées à des risques importants de contamination à bord des bâtiments. Faute d'un vaccin, les forces de contre intervention auraient des difficultés à durer à la mer. La rapidité avec laquelle l'épidémie s'est répandue à bord des porte-avions Roosevelt et Charles de Gaulle au début de l'année 2020 en est la preuve. Il est actuellement impossible de déployer des forces navales sans risque sanitaire dont les effets peuvent avoir des conséquences désastreuses au combat pour des bâtiments armés par des équipages affaiblis.

Pendant la durée de la pandémie, les forces conventionnelles américaines de projection de force et de puissance sont dans l'incapacité de mener des opérations soutenues loin de leurs bases. Les frappes à longue distance par des missiles balistiques ou des bombardiers stratégiques restent possibles, mais une escalade incontrôlée est à craindre.

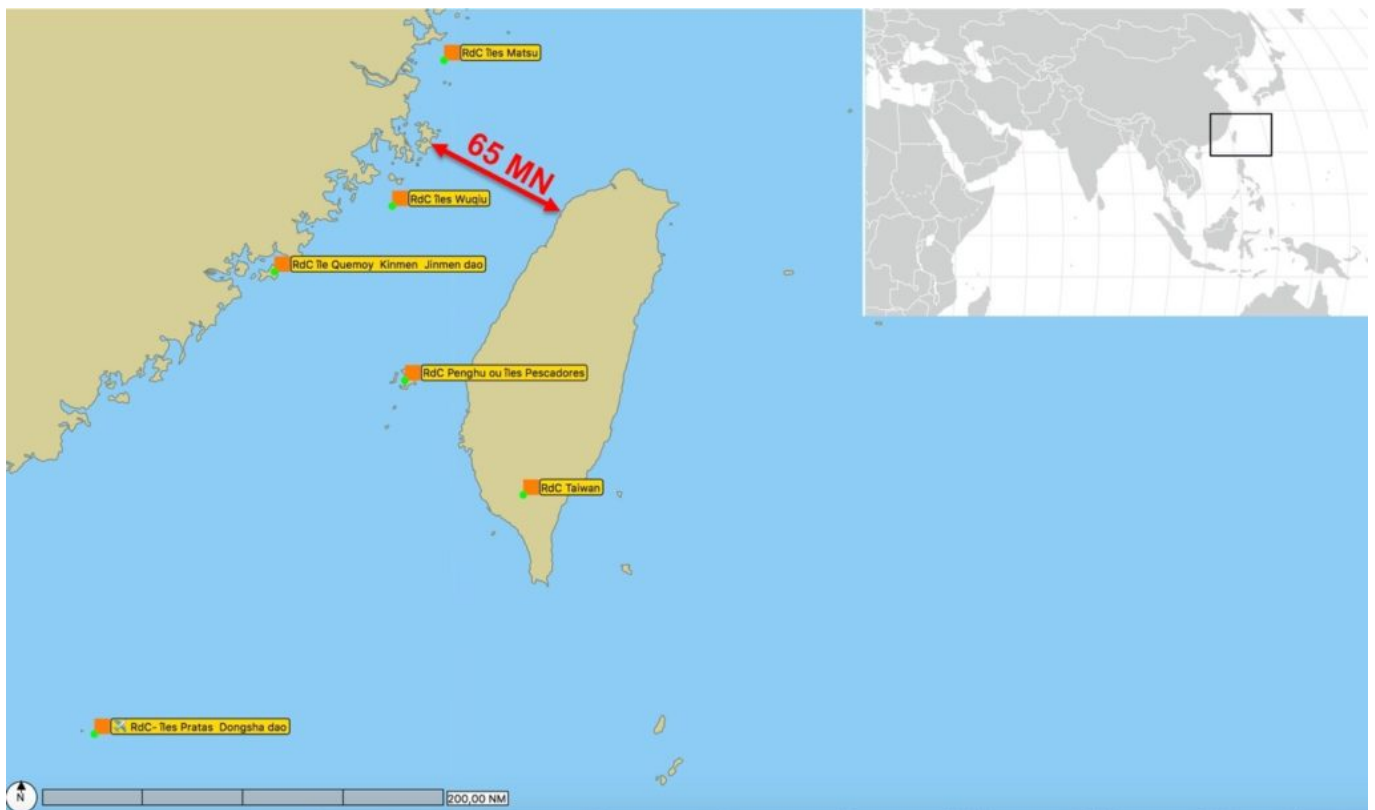
La Chine ne recule jamais sous la pression internationale, mais évite de franchir d'éventuelles lignes rouges. En cas de différend, elle laisse le temps faire son œuvre jusqu'à

Covid-19, une aubaine pour la réunification de la Chine ?

ce que la situation évolue en sa faveur. Disposant du droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU et protégée par la puissance dissuasive de son *hard power* économique et militaire, elle a pratiqué, ces dernières années, une stratégie de petits pas dont les gains cumulés constituent à terme des avancées géostratégiques déterminantes. Cette façon d'agir s'est révélée parfaitement efficace dans le cas des îles Spratly et Paracel. Personne n'a osé prendre le risque d'entrer dans un conflit de haute intensité avec une puissance nucléaire disposant de la deuxième marine de guerre du monde pour s'opposer à sa prise de possession illégale de hauts-fonds remblayés ou d'îlots inhabités en mer de Chine méridionale.

Attaquer Taiwan, aujourd'hui, serait cependant de toute autre nature. Les États-Unis et leurs grands alliés seraient-ils prêts à entamer un conflit difficile avec la Chine ?

La pandémie de Covid-19 qui modifie la marche du monde pourrait-elle contribuer au déclenchement d'une guerre de forte intensité ?



Par **Hugues Eudeline**

Président du groupement de la Vienne de l'ANOCR et vice-président de l'Institut Jacques Cartier

[1]. [Ben Blanchard](#) et [Yimou « Lee](#), China's Xi threatens Taiwan with force but also seeks peaceful 'reunification' », Reuters, 2 janvier 2019.

<https://www.reuters.com/article/us-china-taiwan-idUSKCN1OW04K>